

Le président sud-africain Jacob Zuma salue les réformes au Burundi

PANA, 15 août 2011 Le Cap, Afrique du Sud - Le président Jacob Zuma a exprimé lundi sa profonde gratitude à son homologue, Pierre Nkurunziza, au gouvernement et au peuple du Burundi à la suite de sa visite officielle réussie dans ce pays la semaine dernière. Durant la visite qui visait à renforcer davantage les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays, les deux chefs d'Etat ont eu des entretiens en tête-à-tête approfondis et fructueux sur de nombreuses questions d'intérêt commun aux niveaux bilatéral, régional et international, suivis par de longues discussions au cours desquelles, les moyens de renforcer davantage les liens de coopération ont été abordés.

Selon le ministre des Affaires internationales, ils ont exprimé leur satisfaction par rapport à la qualité des liens d'amitié et de coopération qui existent entre leurs deux pays et leurs deux peuples, et ont réaffirmé leur volonté de continuer à les approfondir. "À cet égard, les deux chefs d'Etat ont demandé à leurs ministres respectifs des Affaires étrangères et de la coopération internationale de convoquer la première réunion de la commission mixte de coopération Burundi-Afrique du Sud, en 2012 en Afrique du Sud", a déclaré le porte-parole du ministre, Clayson Monyela. Il a indiqué que le président Zuma saluait le travail 'fait avec dynamisme et détermination' par Nkurunziza dans le cadre de la reconstruction, de la réconciliation et de la consolidation de la paix et de la démocratie. M. Monyela a souligné que M. Nkurunziza avait salué le rôle que Zuma et les anciens présidents Nelson Mandela et Thabo Mbeki ont joué dans le long processus de négociation qui a établi la paix au Burundi. "Les deux chefs d'Etat ont souligné la nécessité de renforcer les organisations régionales en vue de promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et le développement durable." A cette fin, ont fortement exhorté la communauté internationale à soutenir le rôle inlassable de l'Union africaine dans le règlement de la crise socio-politique dans certains pays africains tels que la Somalie", a-t-il ajouté.